



ARÉOPAGE A l'Élysée, le 10 novembre 2015, à l'occasion d'une réunion préparatoire à la COP 21 intitulée « L'Afrique s'engage ».

FRANCE-AFRIQUE

Les masques du changement

A l'instar de ses prédécesseurs, François Hollande trahit son serment de refonder la relation postcoloniale. A sa décharge : les impératifs de sécurité tendent à éclipser l'exigence démocratique.

Par **Vincent Huguex**

Occasions manquées, illusions perdues. Sur le front africain, Nicolas Sarkozy et François Hollande auront l'un et l'autre dilapidé leur atout maître. La jeunesse pour le premier, affranchi des fantasmes coloniaux de ses aînés. Et, chez le second, une forme de virginité propice à la rénovation du lien entre l'ex-métropole et l'espace subsaharien. Peu de passé, guère de passif, et la Corrèze avant le Zambèze...

Virginité relative. Il y eut, en 1978, ce stage de huit mois, à l'ambassade de France à Alger. L'occasion, pour le jeune énarque, d'exorciser les démons paternels : médecin de son état, Georges Hollande fut un ORL très OAS. Puis, l'année suivante, la brève équipée somalienne des piliers du groupe de travail sur la corne de l'Afrique, né au sein de la promotion Voltaire. Parmi eux, Jean-Pierre Jouyet,



l'actuel secrétaire général de l'Elysée, et Jean-Maurice Ripert, aujourd'hui ambassadeur de France à Moscou. En fait, les crânes d'œuf en goguette rêvaient d'Abyssinie : ils espéraient sillonner l'Éthiopie, fraîchement passée sous la férule du marxiste Mengistu, tombeur du négus Haïlé Sélassié. Faute de visas, il leur fallut se rabattre sur Mogadiscio (1).

Plus tard, c'est au gré des sommets de l'Internationale socialiste (IS) que l'élus de Tulle croisera deux futures excellences du continent noir : le Guinéen Alpha Condé, avec qui il converse au-

jourd'hui par SMS, et le Nigérien Mahamadou Issoufou. Quant à Ibrahim Boubacar Keïta, alias IBK, élu à la tête du Mali en août 2013, il lui fut présenté lors du congrès de Brest (1997), le jour même de son accession à la dignité de premier secrétaire. A Solferino, le successeur de Lionel Jospin goûte aux poisons du bois sacré : pour avoir dénoncé la fuite en avant de l'Ivoirien Laurent Gbagbo, jugé « infréquentable », il s'attire les foudres du Landais Henri Emmanuelli, le « jumeau blanc » du camarade Laurent – ces deux derniers ont vu le jour le 31 mai 1945.

Hollande l'Africain... A l'exception de Georges Pompidou, tous les présidents de la V^e ont eu droit à ce titre de

C'est en chef de guerre, sous la pression de l'Histoire, que le locataire de l'Elysée plonge dans le chaudron africain

noblesse postcoloniale, lourd d'ambiguïtés. Le bourreau de Sarko le mérite-t-il plus que d'autres ? Non. Certes, le credo affiché s'inspire d'intuitions justes : en finir avec les réseaux politico-affairistes de l'incroyable Françafrique, rééquilibrer les échanges au profit des géants anglophones et lusophones, Nigeria, Afrique du Sud, Éthiopie ou Angola. Pour le reste, c'est en chef de guerre, sous la pression des circonstances et de l'Histoire, que le locataire de l'Elysée plonge dans le chaudron continental. Il serait absurde de lui reprocher d'avoir engagé une France lâchée par ses

partenaires européens au Mali, menacé par le péril djihadiste, puis, quitte à sous-estimer l'ampleur de la tâche, en République centra-

fricaine (RCA). Mais voilà : l'impératif sécuritaire le conduit à céder les clefs du camion aux stratèges militaires. Titulaire du portefeuille de la Défense et ami de trente ans, Jean-Yves Le Drian s'engouffre dans l'espace que laisse vacant le patron du Quai d'Orsay Laurent Fabius, réfractaire aux sortilèges du berceau de l'humanité et mobilisé à plein-temps par les enjeux moyen-orientaux, l'impasse russo-ukrainienne, puis la COP 21. Au point de passer non sans raison pour le « ministre de l'Afrique ». En clair, le logiciel vire au kaki. ●●●

●●● « La journée la plus importante de ma vie politique. » Si l'aveu, claironné par Hollande le 2 février 2013 peu après un passage éclair à Tombouctou, cité malienne tout juste libérée par les soldats de l'opération Serval, reflète une émotion sincère, il ressuscite la formule du « Monsieur Prudhomme » d'Henry Monnier : « Ce sabre est le plus beau jour de ma vie. » Or, le primat de l'épée a ceci de pervers qu'il contraint de pactiser avec des alliés enclins à l'absolutisme, donc de réviser à la baisse l'exigence démocratique

Ma loyauté contre ton indulgence : les autocrates, putschistes anoblis par les urnes compris, monnaient au prix fort leur rente de situation géopolitique



MALI A Tombouctou, libérée lors de l'opération Serval, avec Dioncounda Traoré (2^e à g.), alors président de la République par intérim, le 2 février 2013.

en matière de gouvernance, de pluralisme et de processus électoraux. Ma loyauté contre ton indulgence : du Sahel à l'Afrique centrale, les autocrates, putschistes anoblis par les urnes compris, monnaient au prix fort leur rente de situation géopolitique.

A tout seigneur de la guerre tout honneur. Nul ne conteste le caractère décisif du ralliement du Tchadien Idriss Déby, ex-chef rebelle parvenu au pouvoir en 1990 avec l'aval de François Mitterrand, qu'il lance ses troupes rompues à l'art du rezzou dans le brûlant désert malien ou qu'il secoue l'apathie du Nigeria et de ses voisins face au fléau Boko Haram. Paris installe d'ailleurs à N'Djamena le QG du

dispositif Barkhane, déployé à l'été 2014 dans cinq pays saharo-sahéliens. Mais qui, hormis les sénateurs... socialistes Jean-Pierre Sueur et Gaëtan Gorce, se soucie encore du sort de l'insoumis Ibni Oumar Mahamat Saleh, jadis pilier de l'IS, porté disparu depuis 2008 ? Le constat vaut pour Paul Biya, seul maître à bord depuis 1982 d'un rafirot camerounais ensablé dans la torpeur clientéliste. Bien sûr, le monarque du palais fantôme d'Etoudi activa ses réseaux pour arracher au printemps 2013 des griffes d'une filiale

de Boko Haram la famille Moulin-Fournier, enlevée dans l'extrême nord du pays. Mais l'avocate franco-camerounaise Lydienne Yen-Eyoum, condamnée à vingt-cinq ans de prison pour de supposées malversations financières, croupit toujours dans une geôle de Yaoundé. Sur le même registre, il est vrai que le Nigérien Issoufou, partenaire zélé dans l'arène antiterroriste, n'a pas ménagé sa peine pour abrégé le cauchemar des otages français d'Arlit ; et que nos besoins en uranium commandent de ménager un tel fournisseur. Faut-il pour autant feindre d'ignorer la crispation caporaliste palpable à Niamey à la veille d'une échéance électorale acrobatique et rapatrier sur demande l'ambassadeur Antoine Anfré, suspecté de bienveillance excessive envers tel challenger ? Disgrâce infligée aussi voilà peu à son homologue à Djibouti, petite satrapie de la Corne, où la France maintient, moyennant un loyer substantiel, sa plus grande base militaire hors frontières. Si le sortant Ismaïl Omar Guelleh n'a rien à craindre du verdict de la présidentielle d'avril, il profite de la valeur stratégique de son royaume et des rivalités entre puissances

promptes à se disputer ses faveurs – France, États-Unis, Chine, Russie – pour jongler avec tous les instruments de l'arsenal répressif. Mais, tandis que Washington dénonce l'assaut meurtrier mené le 21 décembre contre une réunion d'opposants, Paris se tient coi et tolère que soit appréhendé dans l'enceinte de l'hôpital militaire Bouffard un leader blessé par balle à la gorge.

On peut bien sûr invoquer l'éternelle martingale du pragmatisme : pas d'omelette sécuritaire sans casser quelques œufs démocratiques. Mais les lois de la realpolitik ne sauraient tout justifier. En tout cas pas la mansuétude dont bénéficie au Gabon l'héritier Ali Bongo Ondimba, dont le



lexique moderniste – gloire à une « émergence » amplement fantasmée – masque mal les travers claniques et l'échec social. Même grief s'agissant du Congo-Brazzaville voisin et de son vieux timonier Denis Sassou-Nguesso. Pourquoi diable François Hollande a-t-il jugé utile de concéder à celui-ci, le 22 octobre 2015, à trois jours d'un référendum constitutionnel taillé sur mesure pour l'autoriser à briguer en juillet un énième mandat, « le droit de consulter son peuple » ? Autant dire que ce *nihil obstat* a plongé dans la consternation les mouvances citoyennes du continent, dans l'embarras les « Africains » du Château comme du Quai, et dans la perplexité un PS tenant pour « condamnable » la manœuvre référendaire. De même, à quoi bon snober ostensiblement en octobre 2012 à Kinshasa, capitale de l'autre Congo, le maître de céans Joseph Kabila, soupçonné de vouloir se tricoter une loi électorale et un calendrier ad hoc, à quoi bon fustiger en sa présence la « situation inacceptable » des droits et libertés politiques dans l'ex-Zaïre, si c'est pour accueillir chaleureusement le même Kabila à l'Élysée deux ans plus tard ? Hollande et les siens ne manquent pas de brandir les fermes plaidoyers prononcés le 29 novembre 2014 à Dakar (Sénégal), puis l'été suivant à Cotonou (Bénin), en faveur du respect des constitutions en vigueur. Mais cette doctrine à géométrie variable a de quoi dérouter. Tout comme la retenue de Paris avait déçu à Ouagadougou, dans les rangs de l'insurrection civique déclenchée par l'entêtement du ci-devant chef de l'État burkinabé Blaise Compaoré à bricoler à son profit la loi fondamentale. Quant aux opposants guinéens, ils s'étonnent du traitement de faveur réservé à Alpha Condé, réélu en octobre 2015, chaque fois qu'il pose ses valises dans une suite du Raphael, joyau hôtelier du XVI^e arrondissement. Eux n'ont pas oublié que celui qui, au prix d'un long exil, osa défier le terrible Sékou Touré, a pris voilà cinq ans le risque de souffler sur les braises ethniques pour accéder à la magistrature suprême. « Je n'ai commencé à dormir tranquille, aurait-il confié, qu'après l'élection de Hollande. »

Dix-huit mois pour enrayer la dérive des continents

Le principe de la clémence tacticienne s'applique aussi au Mali. Si la duplicité d'IBK quant à la mise en œuvre des accords de paix entre Bamako et la nébuleuse touareg, accouchés au forceps à Alger, exaspère en haut lieu, mieux vaut ne rien laisser paraître. De même, les officiels français lèvent les yeux au ciel dès qu'on les interpelle sur les ravages de la corruption en Côte d'Ivoire ou sur le refus du président Alassane Ouattara de payer le prix politique et judiciaire d'une authentique réconciliation.

Il y a plus grave : le légitimisme frileux de Paris envers une poignée de potentats discrédités – « lui ou le chaos » – creuse semaine après semaine le fossé qui sépare les sociétés civiles africaines, si brouillonnes soient-elles, de la France officielle. Il reste dix-huit mois à la Hollande pour enrayer cette dérive des continents. Dix-huit mois. Pas sûr que cela suffise à inverser la courbe du désamour. ● V. H.

(1) **Hollande l'Africain**, par Christophe Boisbouvier
(La Découverte).